C'est seulement depuis Seattle que le Sénégal mesure que son avenir agricole se joue en partie à l'OMC. Pour être à la hauteur, il entend jouer à fond la carte régionale.

Plaidoyer régional

*Direction de l'analyse, de la prévision et des statistiques
jrcuzon@sentao.sn
ndiobo@hotmail.com

NDIOBO DIÈNE ET JEAN-RENÉ CUZON

MINISTÈRE SÉNÉGALAIS DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE*

MAGATTE NDOYE

MINISTÈRE SÉNÉGALAIS DES PME ET DU COMMERCE**

**Direction du commerce extérieur
dce@primature.sn

La signature des accords de Marrakech en 1994 est passée presque inaperçue au Sénégal. Début 1999, peu de membres de l'administration (et encore moins du secteur privé) semblaient en maîtriser le contenu.

La préparation de la troisième conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle avait pourtant servi de déclic. Pour la première fois, le gouvernement sénégalais avait élargi la concertation à tous les ministères concernés, ainsi qu'au secteur privé et à la société civile. Un cadre intérimaire, le comité national Seattle, avait été mis en place en juin 1999 pour préparer la position du Sénégal à Seattle. Présidé par le ministre du Commerce, ce comité comprenait six sous-comités techniques (marchandises, services, commerce des produits agricoles, environnement, investissement, droits de propriété intellectuelle), composés de responsables des administrations impliquées dans la conduite des relations commerciales, de porte-parole du secteur privé et de

représentants de la société civile. Le travail régulier et intensif des sous-comités a compensé la mise en place tardive du comité, à quatre mois de la conférence ministérielle.

Le sous-comité « commerce des produits agricoles », sous l'égide du ministère de l'Agriculture, était chargé de préparer la position du Sénégal sur tous les sujets des nouvelles négociations commerciales internationales relatives à l'agriculture (accords sur l'agriculture, OTC, SPS, ADPIC). Il a cherché dans un premier temps à analyser l'impact du précédent accord de l'OMC, signé à Marrakech en 1994, sur les principales filières agricoles sénégalaises (pêche, horticulture, arachide, coton, riz et élevage). L'ensemble des acteurs de ces filières, privés et publics, était invité aux réunions. Ces discussions ont permis au sous-comité de rédiger début novembre un rapport transmis au ministre du Commerce. Si les partenaires du secteur privé, premiers concernés par les négociations, ont été pleinement associés au travail du sous-

lèlement, l'UEMOA a demandé à être membre de l'OMC en tant qu'union économique, au même titre que l'Union européenne. Au niveau régional, le Sénégal a un rôle important à jouer, car c'est un des rares pays d'Afrique de l'Ouest, avec la Côte-d'Ivoire, le Ghana et le Nigeria, à avoir une représentation permanente auprès de l'OMC. Une représentation qu'il a donc décidé de renforcer en créant une cellule économique et commerciale, placée sous l'autorité de l'ambassadeur, représentant permanent du Sénégal auprès du bureau des Nations unies à Genève.

Dans le cadre du renforcement de l'intégration sous-régionale, l'UEMOA prépare actuellement une politique agricole. Un des axes prioritaires est de renforcer l'insertion dans le marché mondial et la sous-région. Ce qui passe notam-

ment par une meilleure participation aux négociations commerciales multilatérales (lire encadré ci-dessous).

Des progrès notables ont été faits depuis deux ans pour améliorer la participation de pays comme le Sénégal aux négociations agricoles internationales, mais beaucoup reste à faire. L'approche sous-régionale qui se met progressivement en place est sans doute l'un des moyens les plus efficaces pour y parvenir. ●

1) L'UEMOA regroupe huit Etats : Bénin, Burkina Faso, Côte-d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo.

2) Pour consulter le texte de cette directive de l'UEMOA : www.izf.net/izf/Documentation/JournalOfficiel/AfriqueOuest/2001/DIR_01_2001.htm

Position malienne à l'OMC

En janvier 2001, le Mali déposait auprès de l'OMC sa position de négociations pour l'agriculture (document G/AG/NG/W/99). Il devenait alors le premier des pays les moins avancés et le premier pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine à s'exprimer, grâce à un double processus de préparation. Dès la fin 1999, la cellule de planification et statistique (CPS) du ministère du Développement rural a organisé, avec le soutien de la coopération française, l'élaboration d'une position, en quatre étapes successives : sensibilisation des cadres de la CPS, rédaction par la CPS de rapports d'état des lieux pour quatre

filiales, élaboration de positions pour chaque filière et propositions globales. Outre des cadres de l'administration, des producteurs ont été largement impliqués dans les deux dernières étapes, animées par Solagral.

En parallèle, la direction nationale du commerce et de la concurrence (DNCC), en charge des négociations commerciales, a organisé deux ateliers sur les perspectives des nouvelles négociations commerciales. La DNCC avait même lancé des études similaires à celles coordonnées par la CPS, sur les mêmes filières, avec des financements de la coopération américaine. Les éléments du premier

atelier de la CPS et ces études ont permis à la DNCC de définir les propositions maliennes officielles de négociation.

De fait, les deux démarches ont été peu concertées, même si des membres de la CPS ont été invités aux ateliers de la DNCC et *vice-versa*. Cependant, la méfiance régnait de part et d'autre, et il s'agissait plus de concurrence que de collaboration. D'ailleurs, le travail initié par la CPS a motivé la DNCC pour produire un projet de texte plus tôt et asseoir de ce fait l'autorité du ministère du Commerce dans ce domaine.

*Bénédicte Hermelin
Solagral*